

Une voix: Sain.

M. Winch: Ma question est la suivante: Le Conseil du Trésor et le comité de négociation se réuniront-ils avec l'intention de régler cette question dès maintenant puisque, de toute façon, ils auront à la régler un jour?

L'hon. M. Drury: Je regrette de ne pouvoir profiter de l'appui du député en tant que membre du groupe de négociation du gouvernement. Il a brillamment exposé le principe que nous avons tenté de faire accepter à l'autre groupe. S'il ne peut faire partie du groupe, il pourrait utiliser tous les moyens dont il dispose pour convaincre de ce principe les personnes directement intéressées.

Des voix: Oh, oh!

AFFAIRES EXTÉRIEURES

LIBAN—LA POSITION DU GOUVERNEMENT QUANT À L'OFFENSIVE ISRAËLIENNE

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au premier ministre suppléant.

Le Canada est-il sur le point de protester énergiquement contre les attaques scandaleuses d'Israël au Liban?

M. l'Orateur: Il me semble que cette question a été posée hier. Je dois dire que je ne me souviens pas si l'on y a répondu, mais, de toute façon, je suis disposé à recevoir la question.

M. Caouette: Monsieur l'Orateur...

M. l'Orateur: L'honorable député désire-t-il poser une question supplémentaire?

M. Caouette: Monsieur l'Orateur, si le ministre répond à ma question supplémentaire de la même façon qu'il a répondu à ma première question, c'est-à-dire en se levant et en se rasseyant aussitôt, on reconnaîtra que ce n'est pas une réponse convaincante.

Pour faire suite à ma première question, je désire savoir si le Liban a demandé au Canada d'intervenir contre les agresseurs?

[Traduction]

L'hon. G. J. McIlraith (solliciteur général): Je ne pense pas, monsieur l'Orateur. Quand à la première question, compte tenu de la gravité de ses implications, il vaudrait mieux que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures y réponde à son retour à la Chambre. Je préfère ne pas essayer d'y répondre aujourd'hui.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES RUMEURS D'IMPORTATIONS AMÉRICAINES DE BŒUF D'Australie VIA LE CANADA ET NOS EXPORTATIONS

M. Cliff Downey (Battle River): Ma question s'adresse au ministre du Commerce et de l'Industrie, monsieur l'Orateur. Elle a trait aux rumeurs selon lesquelles environ un million de livres de viande en provenance d'Australie entrent chaque semaine aux États-Unis via le Canada. Le ministre peut-il assurer la Chambre que cela ne nuira en rien à la quantité ou au prix de nos propres exportations de bœuf aux États-Unis?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je ne crois pas que la prémisse de la question soit juste. Sauf erreur, le gouvernement américain a mis sur pied un mécanisme tendant à faire obstacle à l'importation aux États-Unis de viande acheminée de l'Australie via le Canada. Je mets simplement en doute le bien-fondé de cette partie de la question.

Quant au deuxième point, cela ne change en rien les exportations de viande canadienne aux États-Unis, mais je crois que différentes sortes de viandes sont en cause. Si le député veut une réponse plus précise à sa question, je la lui donnerai mardi prochain.

M. Downey: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Les autorités américaines ont-elles édicté de nouveaux règlements tendant à interdire l'accès aux États-Unis de la viande australienne acheminée par le Canada, ou s'agit-il d'un programme institué de longue date?

L'hon. M. Pepin: Monsieur l'Orateur, je crois que le programme est en vigueur depuis déjà un bon moment.

L'IMPORTATION DE BEURRE DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE

[Français]

M. Georges Valade (Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre de l'Industrie et du Commerce.

J'aimerais lui demander s'il est au courant de la déclaration que le très honorable premier ministre a faite en Nouvelle-Zélande à l'effet que le Canada entend importer du beurre de ce pays. Pourrait-il dire à la Chambre si cette politique va affecter l'industrie laitière du Canada?